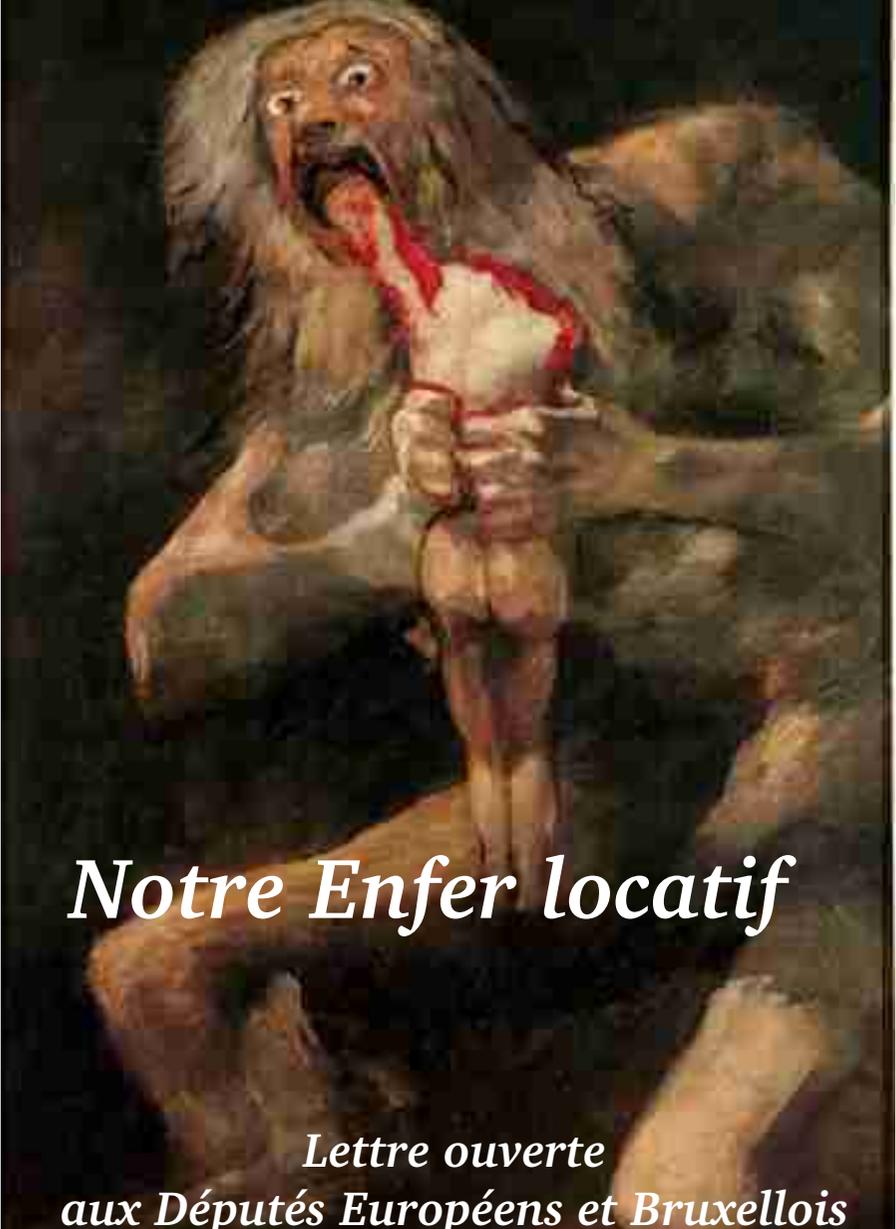


RASSEMBLEMENT DE LOCATAIRES BRUXELLOIS

Association de fait créée en novembre 2016



Notre Enfer locatif

*Lettre ouverte
aux Députés Européens et Bruxellois*

Janvier 2017

Notre Enfer locatif

«Considérez si c'est un homme

*Que celui qui peine dans la boue,
Qui ne connaît pas de repos,
Qui se bat pour un quignon de pain,
Qui meurt pour un oui ou un non.*

Considérez si c'est une femme

*Que celle qui a perdu son nom et ses cheveux
Et jusqu'à la force de se souvenir,
Les yeux vides et le sein froid
Comme une grenouille en hiver.»*
(Primo Levi)

Mesdames, Messieurs les Députés Européens,
Mesdames, Messieurs les Députés Bruxellois,

Pas d'Humain sans Habitation !

Pour commencer, permettez-nous ce bref rappel.

À l'instar du *Je* ou du *Moi* qui définit et singularise chacun d'entre nous dans la vie sociale, l'Habitation constitue cet abri privé ou intime qui préserve le *Moi* et le *Corps* de chacun de nous de son absorption ou avalement dans l'espace du *Champ* social. En d'autres mots, en sus de le protéger des diverses agressions du Dehors (pluie, froid, neige, canicule...) et de lui permettre de se reposer, de se ressourcer et de cultiver ou de prendre soin de son jardin secret, l'Habitation donne à chacun la possibilité d'élever un *Moi* et *Corps* propres distants ou éloignés du Regard de la Société ou de la présence des autres. Sans Habitation point donc, pour chacun, de chance de disposer d'*une fenêtre ouverte sur le monde*. La Démocratie est, en ce sens, inséparable de la préservation de l'Habitation, c'est-à-dire du respect d'*un coin d'ombre* réservé à chaque citoyen. *In-sécuriser* ou *saper* dès lors l'Habitation, serait ainsi, fondamentalement, *inquiéter, détruire* ou *déshumaniser* l'Humain.

Or, comme vous le savez, Mesdames, Messieurs les Députés, *trop nombreux* sont malheureusement les locataires (sociaux ou privés, pères et/ou mères de famille,

personnes isolées et/ou pensionnées, travailleurs ou chômeurs, allocataires sociaux ou invalides) à être, *sauvagement et quotidiennement, inquiétés, maltraités, humiliés, battus, détruits, bref, déshumanisés* par l'actuelle non pas situation – le mot serait trop gentil ! -, mais *enfer locatif* en cette Capitale de l'Europe qu'est la Région de Bruxelles-Capitale (RBC). *Enfer* réellement *indigne* d'une Démocratie et d'une Société, éminemment, soucieuse des Droits de l'Homme.

L'Enfer d'enfers !

En vérité, *cet enfer locatif se présente à nous comme un Enfer d'enfers*¹.

Enfer ainsi, les loyers privés qui, comme vous le savez, atteignent, dans l'indifférence générale, la moyenne de nos salaires mensuels (plus ou moins 1000€²) (*le loyer d'un logement de deux chambres avoisinant, scandaleusement, aujourd'hui, les 800€, sans charges !*). *Enfer* ainsi, de voir notre budget mensuel flamber pour la seule dépense du loyer et des charges locatives et de devoir, du coup, grignoter sur les allocations familiales – normalement destinées à l'éducation de nos enfants ! - pour survivre. (*Enfer*, en ce sens, de voir le politique nous imposer une «*gestion de nos déchets ménagers*» alors même que nous n'arrivons pas à être à la hauteur de la gestion de notre

1. Nous omettrons, ici, l'enfer du chômage ou du statut d'allocataire social en ne nous focalisant que sur l'unique Enfer lié à l'habitation. La série d'enfers que nous allons donc survoler n'est donc point exhaustive. Loin s'en faut.

2. En 2014, le revenu annuel moyen d'un bruxellois était de 13.839€, soit **1153,25€/mois** !

budget ménager !) *Enfer* aussi, de voir notre liberté de résider pulvérisée par cette flambée des loyers;

Enfer, la survie des sans-abris, de ces êtres qui privés d'habitation non seulement *souffrent* d'être totalement livrés aux regards – souvent froids, méprisants ou médisants - des passants, mais surtout *meurent de froid, de maladies, d'overdose ou, tout bonnement, de chagrin*³;

Enfer, la file interminable des candidats-locataires (*Ils étaient, au 01/01/2016, au nombre de 43345!*⁴) qui se bousculent aux portillons de ces *Camps pour Réfugiés Locatifs de la RBC* que sont devenues les Sociétés de Logements Sociaux (SLS⁵). *Enfer*, en ce sens, la manière sordide dont sont traités ces candidats aux guichets, vitrés, blindés, de certaines SLS. *Enfer* aussi, cette réponse standard que les SLS apportent désormais à leurs enfers locatifs : «*Votre candidature est gérée conformément à la réglementation en vigueur. Et vous ne disposez que de [X] points de priorité. Il vous faudra donc attendre comme tout le monde puisque votre situation locative est celle de tout le monde*» (!). *Enfer* en ce sens, l'odieuse *chiffre* ou mise en chiffres de leurs êtres, vécus, urgences, souffrances (numéro de dossier, nombre de points de priorité...); *Enfer*

3. En 2014, **47 sans-abris ont ainsi perdu la vie en RBC** ! Soit, un plus un... . «Plus tous ceux que l'on ne sait pas», précise le Collectif «Les Morts de la rue»..

4. 1/ Si nous prenons une moyenne de 3 personnes par candidature, ils seraient ainsi **133135** personnes à attendre un logement social ! 2/ Si nous additionnons les demandes de 3 chambres (à coucher) et plus, nous tombons sur le chiffre de 11396 candidats. 11396 candidats qui n'ont donc aucune chance de disposer, avant 10 ou 15 ans (!) - et encore ! - d'un logement social !

5. Ou Société Immobilière du Service Public (SISP)

aussi, pour certains «*privilégiés*» (sic) actuels qui occupent un logement social, d'avoir patienté de très longues et pénibles années pour se voir *finalement* attribuer des logements sociaux aux espaces froids et exigus, fonctionnels et allergiques à toute fioriture ou confort;

Enfer, la *modernisation*, l'*esthétisation* et *verdurisation* de la RBC réalisées dans le seul et unique espoir d'aguicher, draguer, une population fortunée et huppée et qui déclenchent, dans le cœur des personnes et familles infortunées, *l'étrange et la légitime certitude qu'elles vivent «en sursis» ou qu'elles sont en voie d'être, très prochainement, expropriées* de leur quartier. *Enfer*, en ce sens, les projets mégalomaniques (Tour(s) de logements, lofts ou habitations de haut-standing...) qui pullulent dans *les quartiers populaires* et dont la volonté, froide et éhontée, est celle d'*écraser, d'écrabouiller*, purement et simplement, la population locale. *Enfer* donc, la *gentrification* qui bien loin d'être un «*sujet de débat*» comme le prétendent certains, ne cesse pas de régir l'ensemble de la RBC elle-même. *Enfer* donc, de constater que la RBC est fondée sur la mise au rancart (forclusion, rejet...) des infortunés. *Enfer*, la volonté politique de «*mixité sociale*» qui ne cache que trop mal son désir d'*iniquité sociale*⁶;

Enfer, l'arrogance des propriétaires privés qui sans scrupules *interdisent* la location de leur bien locatif aux

6. Elle sait que l'arrivée de personnes ou familles fortunées aura des répercussions (environnementales, économiques...), fondamentalement, inadéquates aux infortunés. Cf. l'exemple Antoine Dansaert.

personnes ou familles qui ne disposent pas de certaines «*pièces*» (fiches de salaire) et/ou dont la couleur de leur «*faciès*» ne leur reviennent pas («*Pas de chômeurs ni gens du CPAS ni d'étrangers ni familles avec trop d'enfants !*») ⁷.

Enfer, les logements sur-occupés, insalubres ou vides dans les logements sociaux/privés;

Enfer encore, la léthargie ou l'absence totale de compassion, de pitié que le politique manifeste à l'égard de nos souffrances et conditions de vie. *Enfer*, la *novlangue* politique/médiatique actuelle qui ne cesse pas de *volontairement* censurer *les mots* de nos souffrances et/ou de nos conditions dégradées d'existence à l'avantage de mots - techniques, experts, softs et truffés de calculs économiques – délestés du poids du «*Réel*», du «*néгатif*», de «*l'exclusion*» ou de «*la misère sociale*». *Enfer* ainsi, la terrible et profonde *inadéquation* entre la vie telle que le politique/médiatique l'entend (écologique, moderne, bio, ludique, cycliste...) et la *sous-vie* telle que nous nous la coltinons : dramatique, moyenâgeuse, crado, esquintante...;

Enfer, de voir aussi des ASBL bruxelloises censées ET nous secourir ET relayer nos *enfes* adopter, afin de préserver et reconduire leur(s) subvention(s), des discours ou des pratiques qui, paradoxalement, *renforcent* nos *enfes* ! Enfer aussi, de constater que certaines de ces ASBL ne se

7. Comique, en ce sens, l'enquête commanditée par la Ministre du Logement («locataire mystère») qui consiste à confirmer ou à infirmer («chiffres à l'appui») ce que chacun d'entre nous ne cesse pas de vivre (confirmer) quotidiennement: racisme anti-chômeurs, anti-immigrés (arabes, africains...), anti-allocataires sociaux ou encore anti-pensionnés ! Notre parole ou notre témoignage compterait-il donc pour rien ? À moins qu'on nous prenne pour de sacrés bonimenteurs !

privent nullement, souvent au seuil même de leur permanence sociale, d'évacuer nos demandes par un : «*Nous ne pouvons rien faire pour vous !*»;

Enfer, l'avenir locatif, sombre et catastrophique, qui se dessine à l'horizon de la vie de nos enfants (*Trouveront-ils donc où se loger demain en RBC ?*) ou des futurs pensionnés (*Trouveront-ils donc où se loger demain en RBC ?*);

Enfer aussi, ces discours universitaires qui *nous* quantifient, localisent, suivent nos mouvements ou analysent nos comportements ou mœurs comme d'autres le font avec les fourmis !;

Enfer encore, ces jeux ou émissions télévisées honteuses et éminemment cyniques en temps d'enfer locatif quasi généralisé, où des habitants semblent soucieux de la culture de leur potager, du jeu de lumière dans leur chambre art-déco ou de la rénovation du marbre fêlé de l'entrée de leur demeure alors que nous nous soucions, nous, du paiement du loyer, d'humidité ou d'infiltration d'eau, du WC bouché, des égouts qui débordent et dégagent des odeurs infectes, de la vétusté des châssis, de l'échéance de notre bail, des bruits intempestifs des voisins, de la sur-occupation, des bandes urbaines, de trouver un logement plus digne pour nos enfants ou encore de notre position sur le registre des priorités des SLS. *Enfer*, le pouvoir médiatique en général qui loin de refléter la dure et pénible réalité vécue en RBC, s'évertue plutôt à préconiser *une* réalité de la RBC telle qu'il la souhaite ardemment : «*piétonnière*», «*cycliste*»,

«huppée», «branchée», «festive», «ludique», «consommatrice», «touristique», «technique», «moderne»... . *Enfer* ainsi, de lire à la Une (SVP!) d'un de ces journaux (*Le Soir* (09/11/2016)) que, selon Madame la Ministre du Logement en RBC, C. Fremault, «85% des loyers respecte[raie]nt la grille [des loyers]» et qu'un éventuel blocage des loyers, selon «des économistes» (!) serait «contre productif» (!) (Merci *Le Soir*!). *Enfer*, en ce sens, notre impuissance à trouver ou à rencontrer un espace médiatique, réellement démocratique, donc OUVERT AUX DIVERSES REALITES VECUES en RBC, et donc susceptible de diffuser nos réponses à de telles inepties, ignominies ou outrages médiatiques⁸; *Enfer*, de voir ainsi l'unique et seule vie dont nous disposons se griller en *sous-vie à perpétuité*.

Les infortunés font honte à la RBC !

Résumons. Les infortunés, enfin, *nous* vivons un *Enfer d'enfers* locatifs qui trahit que nous formons désormais des *taches* dans le *Tableau* de la RBC qui se peint peu à peu sous nos yeux ahuris, hagards ou médusés. Tout porte à croire, en d'autres termes, que nous maculons, par notre présence, le *Tableau* «progressiste», «moderne», «attractif» ou «redynamisé» de la RBC qu'on ne cesse pas de vanter et promettre pour demain.

8. D'où la nécessité de cette Lettre ouverte. *Quoi qu'ils disent, nous assistons bel et bien à l'existence de journaux adoptant – outre la novlangue susvisée - une PRISE DE VUE OU PRISE DE PARTI UNIQUE et non PLURIELLE sur la région bruxelloise (et le monde). En d'autres mots, les journaux ne s'adressent qu'à un seul et unique public : celui des fortunés (culture, hobby, soucis...) ! Cette «forclusion» ou rejet des situations réellement vécues par les infortunés, faut-il seulement le rappeler, est un réel scandale pour une démocratie !*

Soyons encore plus clairs : *ET* le silence ou l'indifférence politique époustouflante qui entoure nos conditions matérielles médiocres d'existence *ET* la dure et implacable gentrification témoignent de ceci : **Nous faisons honte à la RBC !** Son actuelle configuration – politique, économique, urbanistique, touristique... - et les diverses actions que mène la RBC – politique, économique... - ne cessent en effet de générer *en nous* le féroce sentiment d'être effectivement **de trop** en RBC ! Au risque de nous répéter - *tout acte se jugeant par ses effets ou conséquences et non pas par ses belles intentions* -, l'actuelle «redynamisation» de la RBC ne vise pas autre chose : ***Il s'agit de développer la RBC à un point tel que les infortunés ne s'y reconnaîtront pas, plus, et n'y auront ainsi plus leur place !*** Tel est l'objectif, sournois et honteux, de cette redynamisation.

Ce sentiment d'être *de trop* en RBC entraîne, bien entendu, de très graves conséquences sur la santé physique et psychique des personnes qui le subissent, et donc de très graves conséquences sur la qualité du lien social lui-même. Que voyons-nous en effet ? Des personnes désespérées, dépressives, ayant le sentiment, voire la certitude, d'être réellement laissées tomber par toutes et tous; des personnes qui voient leurs paroles et témoignages ne valoir pour rien, n'avoir aucun effet sur le *réel* de la situation locative dont ils se plaignent; des personnes qui fuient leurs *enfers* locatifs en devenant dépendant de substances chimiques, toxiques ou alcoolisées; des personnes au bord d'un passage à l'acte violent ou suicidaire; des personnes qui cumulent

des visites médicales sans voir qu'elles somatisent les *enfers* locatifs dont elles souffrent; des personnes qui, tellement malmenées par les *enfers* locatifs, ne regardent, ne s'intéressent même plus à leur(s) enfant(s) et/ou qui se coupent du monde; des personnes qui déclenchent des «psychoses», des «*délires paranoïaques*» ou de «*persécution*»⁹; mais aussi, voire surtout, des personnes qui trouvent à se réfugier dans des *discours funestes* qui leur promettent monts et merveilles ou *l'envers* même de *l'Enfer* qu'ils endurent *sur terre* : «*le Paradis*» !...

Bref, l'actuelle redynamisation de la RBC est, assurément, *aveugle*. Elle déploie en effet des processus qu'une majorité de bruxellois, faute de moyens, est dans l'impossibilité de suivre, d'adopter. *Lorsque des infortunés n'arrivent même pas à payer leur loyer ou à trouver où se loger, leur imposer des musées, des piétonniers, des Villo ou la bonne «gestion de leurs déchets ménagers» tient du comique – pardon ! - du tragique !* Dépourvus en effet d'un sur-salaire, c'est-à-dire de moyens financiers conséquents, il est ainsi cynique de réclamer des infortunés embourbés dans les «*besoins*» les plus élémentaires (loyer, nourriture, santé...) de se soucier d'environnement, d'écologie ou d'art !

Si la RBC persiste donc sur cette voie, elle se devra alors d'accepter ce «coût social» terrible : des personnes qui, reléguées donc à la «marge», SOIT mourront dans le

9. Il y a indéniablement de la «*persécution*» dans certains des *enfers* que nous avons mentionnés. La gentrification constitue l'exemple principal. Par ses processus urbanistiques ou autres, elle fait en effet naître chez les habitants infortunés le sentiment féroce qu'ils sont «de trop». Elle se présente ainsi comme un «*Autre persécuteur*» qui somme ces habitants de quitter leur quartier (ou région), *illico presto*. Les loyers prohibitifs font de même. Non ?

silence, SOIT crieront ou manifesteront leur désespoir - dans la fureur, la volonté de vengeance ou l'autodestruction - de n'être pas considérées comme des «hommes» ou des «femmes».

«Problèmes» ou «solutions» ?

Face à ces divers *enfers*, vous nous direz, Mesdames, Messieurs les Députés, qu'existent certaines «*solutions*» : les logements sociaux, les logements gérés par les A.I.S., les ADIL ou l'Allocation d'Attente. Or, outre que ces «*solutions*» *boitent* (cf. les files interminables devant les portes des SLS ou des AIS et certains autres enfers que nous avons survolés) et qu'elles *légitiment* aussi un cruel état politico-économique d'asservissement des infortunés¹⁰ («*Plus de logements sociaux [et encore!], mais pas de remise en question de l'exclusion et de la ségrégation de l'actuel parc locatif privé !*»), qui ne voit pas que ces *enfers*, nos enfers, bien loin de constituer des «*problèmes*», trahissent plutôt une volonté politique régionale, farouche et consensuelle, d'*embourgeoiser* la RBC ? Assurément, nos enfers ne sont pas des «*problèmes*», Mesdames, Messieurs Les Députés, mais des «*solutions*» pour embourgeoiser la RBC ! Nous l'avons ENFIN compris ! En d'autres mots, ces *enfers*, pour nous, constituent des *paradis*, pour d'autres : Les spéculateurs/promoteurs immobiliers, les entreprises de construction, les sociétés de

10. Pensez-vous, par exemple, Mesdames, Messieurs les Députés, que **dépendre d'un logement social** accroît l'amour de soi ? Constitue un modèle de réussite pour nos enfants ? Ne voyez-vous donc pas plutôt la baisse de cet amour, la honte ou l'humiliation que cette dépendance comporte foncièrement ?

tourisme et de marketing, les publicistes, les revenus moyens... et donc l'Économie de la RBC elle-même !

Nous vous demandons Riens, c'est-à-dire le plus précieux !

Un éminent penseur français, J. C. Milner, écrivait récemment : «*Dans la compassion et la pitié, je reconnais une passion proprement politique. (...) La compassion permet (...) la découverte du réel d'un corps. D'un corps souffrant certes, mais aussi parlant, puisque de sa souffrance, il ne peut donner d'autre preuve objective que la plainte. Il appartiendra à la politique d'articuler celle-ci en mots et en phrases. En cet instant, un réel insiste, irréductible.*» Et il ajoute : «*on entrevoit le réel des droits du corps lorsqu'ils sont refusés aux individus.*»

C'est précisément ce que nous avons tenté de faire ici : articuler en mots et phrases nos «*plaintes*» afin que vous puissiez entrevoir le «*réel*» ou les *enfes* qui atteignent, bousculent ou meurtrissent nos corps quotidiennement.

Cette présente *Lettre ouverte* a donc été rédigée (et signée par un grand nombre d'entre nous), Mesdames, Messieurs les Députés, moins dans le but que vous renforciez les actuelles et supposées «*solutions*» ou que vous envisagiez d'autres supposées «*solutions*» à nos *enfes* locatifs – des acteurs sociaux sont devenus des professionnels de ces «*solutions*» ! -, que dans celui *que vous vous intéressiez,*

ENFIN !, à nos existences et à nos «enfers». Le pire, en effet, n'est pas, par exemple, de construire assez peu de logements sociaux que pour «résorber la demande», non ! Le pire, à nos yeux, consiste à censurer ou nier, purement et simplement, nos existences et nos «enfers», c'est-à-dire à faire «comme si» nous n'existions pas ! C'est l'absence, en d'autres mots, de reconnaissance de nos existences et conditions humiliantes d'existence qui font mal !

Nous vous demandons donc RIENS, c'est-à-dire ces RIENS précieux que constituent votre écoute et vos yeux enfin dessillés sur nos enfers locatifs.

Voilà pourquoi, Mesdames, Messieurs les Députés, nous vous invitons à venir entendre nos témoignages lors de la rencontre qui aura lieu le 17 mars 2017 de 10h00' à 16h30' au Platoon sis 14 Avenue du Panthéon, 1081 Koekelberg.

Dans l'espoir de vous y voir nombreux et nombreuses, nous vous prions, Mesdames, Messieurs les Députés, d'agréer l'expression de nos sentiments les plus dévoués.

Pour le *Rassemblement de Locataires Bruxellois*

Dominique HUYSMANS, Président

*Le **Rassemblement de Locataires Bruxellois (RLB)** est une association de fait créée le 2 novembre 2016 par une trentaine de locataires confrontés à l'actuel **Enfer locatif** qui sévit, depuis plusieurs années, en Région de Bruxelles-Capitale.*

Le RLB remercie grandement tous ceux et toutes celles qui ont contribué, directement ou indirectement, à la rédaction de cette Lettre Ouverte. Ils ou elles se reconnaîtront.

*

Les lecteurs intéressés par notre démarche peuvent nous contacter à l'adresse électronique suivante : rassemblementdelocatairesbruxellois@hotmail.com

*

Illustration :

Francisco de Goya, *La Région*, pardon !, *Saturne dévorant un de ses fils*, 1819-1823, Musée du Prado.

Éditeur responsable :

HUYSMANS Dominique, Bd E. Bockstael, 296, 1020 Bruxelles